



Prospective nationale de recherche urbaine

Ecole thématique

Aussois 26-30 septembre 2016

Le CNRS a engagé au printemps 2015 une démarche de prospective nationale de recherche urbaine qui donne lieu jusqu'à l'été 2016 à plusieurs journées d'étude ouvertes à l'ensemble de la communauté scientifique. L'école thématique qui se tiendra à Aussois en septembre 2016 conclura cette démarche de réflexion collective dont les résultats feront l'objet de diverses publications préparées à l'automne 2016 et à l'hiver 2017, en premier lieu sous la forme d'un ouvrage collectif. La démarche pédagogique mise en œuvre dans l'école thématique sera conçue notamment en vue de la production de cet ouvrage collectif.

L'école thématique sera principalement alimentée par les éléments de réflexion accumulés lors des six journées d'étude organisées au cours de l'année universitaire 2015-16 : comptes rendus détaillés, textes d'interventions, supports de présentation... Un nombre limité d'articles scientifiques, à lire avant le début de l'école thématique, complètera ce corpus.

Le programme de l'école alternera travaux en ateliers et séances plénières de mise en commun. Il comportera deux temps principaux :

- une première phase de réflexion collective ouverte, visant le recensement de l'ensemble des sujets abordés et l'identification éventuelle de sujets importants qui n'auraient pas été débattus, et aboutissant à une organisation de ces sujets en un nombre limité d'entrées (entre douze et vingt) ayant vocation à constituer les chapitres de l'ouvrage collectif issu de la PNRU. Cette première phase se déroulera principalement en ateliers réunissant chacun une douzaine de participants au plus ;
- une deuxième phase visera à élaborer en petits groupes de trois à cinq personnes le synopsis de chacun des chapitres ainsi définis. Une ou deux personnes, prioritairement issues du comité d'organisation de la PNRU, seront chargées de produire une première version rédigée des chapitres.

L'ouvrage et/ou les différents chapitres mentionneront l'ensemble des contributeurs.

Les entrées correspondant aux futurs chapitres de l'ouvrage porteront majoritairement sur des thématiques de recherche que la réflexion collective aura conduit à identifier comme prioritaires pour les prochaines années. Mais d'autres contributions porteront, ou pourront porter, sur les enjeux épistémologiques, méthodologiques, institutionnels ou politiques de la recherche urbaine, ou de rapports de celle-ci à l'action, toujours dans une visée prospective. Des préconisations concernant plus spécifiquement la programmation de la recherche urbaine pourront être formulées.

La participation de doctorant.e.s et de chercheur.e.s en début de carrière issu.e.s de disciplines diverses, relevant de tous les grands champs disciplinaires concernés (sciences humaines et sociales, sciences de l'environnement, de l'ingénierie, de la santé...) est vivement encouragée. Le programme de l'école thématique accordera en effet une place privilégiée à l'interdisciplinarité « radicale » entre SHS et autres champs disciplinaires.

En pratique

Les frais de participation à l'école thématique s'élèvent à 300 euros TTC (pension complète du lundi matin au vendredi après-midi), auxquels il convient d'ajouter les frais de transport vers Modane. Les candidat.e.s doctorant.e.s sont invité.e.s à se tourner auprès de leur école doctorale et de leur laboratoire de rattachement pour solliciter la prise en charge de ces dépenses. Les jeunes docteur.e.s sont invités à se rapprocher de leur laboratoire d'appartenance ou des laboratoires auxquels elles/ils sont associé.e.s ou dans lesquels elles/ils ont préparé leur thèse. Dans le cas où ces dépenses ne pourraient pas être prises en charges par les laboratoires et écoles doctorales, les demandes de prise en charge des frais d'inscription sur le budget de l'école thématique seront examinées au cas par cas.

L'école thématique débutera le lundi 26 septembre en milieu d'après midi, afin de permettre à l'ensemble des participant.e.s d'arriver dans de bonnes conditions. Elle s'achèvera le vendredi 30 septembre en milieu d'après-midi.

Une sélection aura lieu le cas échéant afin, notamment, de garantir une diversité de disciplines, d'objets, de terrains. Les candidat.e.s s'engagent, s'ils sont retenu.e.s, à participer à l'ensemble des travaux.

Pour les informations d'ordre scientifique, merci de contacter l'un.e ou l'autre des membres du comité d'organisation (voir ci-après).

Pour toute information pratique, merci de contacter Pamela Devoyon à l'adresse suivante :

Pamela.Devoyon@enpc.fr

Un site dédié à l'école thématique sera ouvert sous peu sur la plateforme <https://www.sciencesconf.org>

Comité pédagogique

Luc Abbadie (UPMC)

Félix Adisson (Université Paris-Est)

Nadia Arab (Université Paris-Est)

Denis Bard (École des Hautes Études en Santé Publique)

Sabine Barles (Université Paris 1)

Emmanuel Bellanger (CNRS)

Nathalie Blanc (CNRS)

Éric Charmes (ENTPE)

Pierre-Olivier Cheptou (CNRS)

Olivier Coutard (CNRS)

Laurent Devisme (ENSA Nantes)

Véronique Dupont (IRD)

Leïla Frouillou (Université Paris 1)

Vincent Gouëset (Université Rennes 2)

Catherine Grout (ENSAP Lille)

France Guérin-Pace (INED)

Sylvy Jaglin (Université Paris-Est)

Lorraine Kennedy (CNRS)

Gilles Pinson (Sciences Po Bordeaux)

Fanny Rassat (Université Paris Diderot)

Jean-Yves Toussaint (INSA de Lyon)

Stéphanie Vermeersch (CNRS)

Christine Voiron-Canicio (Université de Nice-Sophia Antipolis)

Comité d'organisation

Félix Adisson felix.adisson@enpc.fr

Sabine Barles sabine.barles@univ-paris1.fr

Nathalie Blanc nathali.blanc@wanadoo.fr

Olivier Coutard olivier.coutard@enpc.fr

Leïla Frouillou leila.frouillou@gmail.com

Fanny Rassat fanny.rassat@gmail.com

Avec l'assistance de Pamela Devoyon pamela.devoyon@enpc.fr

Attendus et objectifs

Les dynamiques d'urbanisation, la qualité et les transformations des environnements urbains, le fonctionnement des (éco)systèmes urbains, les transformations des sociétés et des institutions urbaines, la connaissance des cultures et des pratiques urbaines constituent des préoccupations majeures de la communauté scientifique, dans les sciences humaines et sociales mais aussi dans d'autres grands champs disciplinaires. De fait, une échelle, une focale ou une perspective *urbaines* apparaissent comme incontournables pour la connaissance et la compréhension des sociétés comme pour le traitement concret de nombre de problèmes collectifs, qu'il s'agisse par exemple :

- d'élucider les modalités toujours renouvelées de production et de reproduction des inégalités ou des tensions inhérentes aux sociétés contemporaines et leurs enjeux en termes d'action publique,
- d'organiser, de réguler ou de tirer parti de la mondialisation de l'économie,
- ou encore d'imaginer ou de promouvoir des sociétés plus sobres en consommation de ressources naturelles non renouvelables (des sociétés plus « légères ») à l'ère de l'anthropocène.

Le fait urbain s'impose donc dans le débat scientifique comme dans le débat public. La ville, ou l'urbanisation, apparaît à la fois comme un fait social majeur, un problème (ou un enjeu) collectif de premier ordre, un niveau et même un instrument privilégié d'action publique. Les thèses, les projets ou les programmes de recherche sur la ville abondent. Et la recherche urbaine, qui s'ouvre progressivement, au-delà des seules sciences sociales, à une pluralité de domaines disciplinaires (sciences de l'environnement, de l'ingénierie, de la vie...), apporte une contribution indiscutable à la compréhension du fonctionnement et des transformations des sociétés contemporaines.

Cependant, sous l'effet d'une programmation incitative soucieuse d'encourager la communauté scientifique à centrer ses efforts sur des défis sociétaux pré-identifiés dans une perspective de recherche de solutions pratiques, la recherche urbaine tend à s'organiser massivement autour de quelques enjeux contemporains, voire de sujets à la mode, au détriment d'explorations plus ouvertes, moins « téléguidées », qui semblent pourtant particulièrement souhaitables dans une période de mutations généralisées (géopolitiques, économiques, écologiques, démographiques...) marquant d'une grande incertitude le monde qui vient. Au-delà de sa dimension thématique, cette ouverture passe par la recherche systématique d'un décloisonnement thématique, disciplinaire et géographique (entre Nord et Suds notamment) permettant de tirer le meilleur parti de la diversité des questionnements et des terrains. Ce décloisonnement, les circulations afférentes et l'investissement dans la durée de chercheurs d'institutions françaises sur des terrains éloignés renvoient à des enjeux structurants d'organisation, de financement et d'évaluation de la recherche.

D'autre part, la recherche urbaine, pour féconde qu'elle soit, mérite d'être interrogée dans ses fondements épistémologiques et théoriques et dans ses enjeux politiques. Cette réflexion nous semble appelée par un triple constat, issu de la lecture de la production scientifique récente dans ce domaine :

- une hégémonie croissante de la condition urbaine (tout serait urbain et l'urbain serait partout) ;
- une diversité sans cesse plus grande des cadres de pensée, des paradigmes, des conceptualisations de l'urbain ;
- une propension largement répandue à considérer que la mobilisation des notions de « ville » et « d'urbain » va de soi, qu'elle ne requiert pas d'effort de justification théorique, et que tout ce qui s'observe « en ville » — au sein des espaces urbanisés ou des sociétés urbaines — serait intrinsèquement urbain.

Le pluralisme des paradigmes est à l'évidence fructueux et l'on ne peut à cet égard qu'adhérer à la recommandation malicieuse de Georges Perec (dans *Espèces d'espaces*) : « Ne pas essayer trop vite de trouver une définition de la ville; c'est beaucoup trop gros, on a toutes les chances de se tromper. » En outre, les controverses qui traversent le champ de la recherche urbaine sont une ressource précieuse pour la connaissance et la compréhension du fait urbain. Cela ne dispense pas, pour autant, de porter attention, de manière réflexive et critique :

- aux perspectives mettant en avant l'idée d'urbanisation généralisée (et donc, concomitamment, de disparition du « non-urbain ») ;
- aux implications de la fragmentation des cadres théoriques, et de l'absence fréquente d'explicitation des visées théoriques, de la recherche urbaine ;
- à la valeur ajoutée de la focale ou de la perspective urbaines dans l'étude des sociétés contemporaines ;
- aux tenants et aboutissants de l'interdisciplinarisation de la recherche urbaine ;
- aux sources et méthodes de la production de connaissance sur le fait urbain, et à leur renouvellement ;
- aux enjeux politiques relatifs à ce domaine de recherche,
- à ses rapports avec l'action (et aux relations entre les chercheurs et les praticiens).

Pour éclairer ces questions, une mise en perspective historique est précieuse. En France, le champ des études urbaines et de la recherche en urbanisme a un siècle d'existence (l'École des Hautes Études Urbaines et la revue *La vie urbaine* ont été créées dès 1919). Traditionnellement dominé par les sciences humaines et sociales, ce champ s'ouvre (ou se rouvre) aujourd'hui à de nouvelles disciplines ancrées dans l'ingénierie, l'écologie ou la médecine (et plus généralement les sciences de la santé). Dans une période où la recherche urbaine est de plus en plus fragmentée en des niches de plus en plus spécialisées, que deviennent les objets, les questions et les rapports entre disciplines ? Où sont les permanences et les ruptures ? Qu'enseignent-elles sur le fait urbain lui-même et sur la production des espaces ?

D'autre part, la relation entre recherche et action a été, en France, une préoccupation constante de la communauté scientifique concernée. La question de la production de connaissances mobilisables dans et/ou pour l'action met en jeu aussi bien les registres et les modes de production des savoirs que la mise en forme de ces savoirs pour leur mobilisation et les médiations souvent nécessaires entre recherche et action. Posture critique et démarche de recherche-action ne sont pas incompatibles par nature. Sont en jeu la façon de définir les problèmes de recherche, le rapport des chercheurs aux savoirs pratiques des professionnels ainsi que la reconnaissance par les commanditaires de recherches des règles et des temporalités de la démarche scientifique. Ces dimensions ne sauraient être ignorées dans la démarche prospective engagée, car elles contribuent à orienter la production de connaissances nouvelles et les modalités de financement de la recherche urbaine.

Enfin, la mesure des phénomènes urbains mérite une attention particulière. Certaines difficultés rencontrées dans les travaux sur l'urbain résident en particulier dans l'inaccessibilité des données à des échelles spatiales fines, d'autres dans la structuration de l'information et la consolidation des données existantes. En outre, les données massives, multi-sources, collaboratives... générées par le fonctionnement et les pratiques urbaines, qui recèlent un potentiel considérable de connaissances nouvelles, soulèvent en même temps des questions inédites quant à la manière d'en *faire bon usage* scientifique au regard de leurs spécificités (hétérogénéité, biais, traçabilité inégale...)

Une démarche de prospective nationale de la recherche urbaine apparaît comme un dispositif approprié pour débattre de ces questions et de ces enjeux. *Prospective*, parce qu'il s'agirait notamment de faire émerger les voies d'un renouvellement — d'une refondation ? — de la recherche urbaine ; et de contribuer ensuite à le faire advenir. *Nationale*, sans que cela signifie bien sûr une fermeture, qui serait absurde, aux débats scientifiques européens et internationaux sur ces questions, bien au contraire ; mais parce qu'il y a en France une histoire intellectuelle et institutionnelle qui a donné corps à une communauté de recherche urbaine, plus fortement peut-être, différemment à coup sûr, de ce qu'on observe, par exemple, dans les autres pays européens. De *recherche urbaine*, donc, prise dans un sens large et ouvert, et sans esquiver la confrontation avec la question « existentielle » de savoir si la notion de recherche urbaine — au sens d'espace intellectuel et de communauté scientifique qu'il faudrait soutenir dans la longue durée — a (encore) un sens !

Ateliers. Journées de prospective

Entre l'été 2015 et l'été 2016, cette démarche de prospective nationale repose essentiellement sur l'organisation de journées d'étude autour d'enjeux théoriques, méthodologiques, thématiques ou institutionnels :

8 septembre 2015 : Enjeux épistémologiques et théoriques de la recherche urbain

8 octobre 2015 : Ville et environnement

1 février 2016 : Economie politique et villes

30 mars 2016 : Techniques, urbanisation, villes

18 mai 2016 : Fabrique urbaine

20 juin 2016 : Sociétés urbaines

En septembre 2016, des « journées de prospective » (sous la forme d'une école thématique) permettront de croiser et de mettre en débat et en perspective les éclairages, les controverses et les propositions issus des journées d'étude.

Ces différents rendez-vous seront ouverts à l'ensemble des collègues ayant un intérêt pour les questions scientifiques urbaines et/ou pour la dimension urbaine de leurs objets de recherche, quels que soient leur statut et leur discipline de référence. La contribution active de jeunes chercheurs et de doctorants sera spécifiquement encouragée. La participation aux journées d'étude n'est pas un prérequis pour s'inscrire à l'école thématique.

Animation

Un comité de pilotage d'une vingtaine de membres, a été constitué. Ce comité sera responsable de la programmation de l'ensemble de la démarche. Il s'appuiera pour ce faire sur un ensemble de « collègues ressources » qu'il mobilisera autant que de besoin selon des modalités *ad hoc* (principalement : auditions) pour approfondir tel ou tel aspect de la démarche. Ce « second cercle », plus nombreux, inclura des collègues étrangers (y compris non francophones) ou en poste à l'étranger.

Valorisation

Les travaux menés dans le cadre de cette prospective feront l'objet d'une importante valorisation, notamment à travers des publications de formats divers :

- « Cahiers de prospective » édités et diffusés par le CNRS
- Notes de synthèse à destination du ministère de la Recherche et des agences de financement
- Ouvrage collectif chez un éditeur scientifique
- Articles de synthèse dans des revues scientifiques et dans des revues à grande diffusion
- Ouvrage collectif chez un éditeur « grand public »